



Caisse unique : ni avantageux ni innovant

Les socialistes essaient de convaincre l'opinion publique qu'une caisse unique permettrait d'économiser des milliards dans le système de la santé. Leur initiative produirait pourtant l'effet inverse : elle vise la création d'une caisse étatique en situation de monopole qui ne serait pas incitée à innover et à réduire les coûts. Ce sont les assurés et les contribuables qui en feraient les frais.

Le PS a vanté avec force son initiative

« pour une caisse maladie publique ». Afin d'appuyer son propos, il a notamment présenté une expertise qui conclut à un potentiel d'économie à long terme se chiffrant en milliards. Son auteur déclare que le système actuel a échoué et que l'idée de la concurrence s'applique difficilement à une assurance sociale.

Ces affirmations ne gagnent pas en véracité à force de répétition. La concurrence entre les assureurs maladie, strictement réglementée, constitue une incitation importante qui disparaîtrait avec une caisse unique. Aujourd'hui, aucune caisse ne peut se permettre de renoncer à contrôler les coûts ou de gonfler inutilement ses effectifs. Dans le même temps, les assureurs s'efforcent d'attirer de nouveaux clients avec des prestations de qualité et des offres innovantes. Ces dernières années, de nouveaux modèles d'assurance attrayants, comme le HMO, la télémédecine ou le « managed care », sont apparus.

Pas de comparaison possible avec la SUVA

Les auteurs de l'initiative imaginent une caisse unique sur le modèle de la SUVA et vantent souvent ses bons résultats. D'une part, on oublie souvent que la SUVA n'est pas réellement en situation de monopole ; elle doit se mesurer à des prestataires privés. D'autre part, les bases légales et le suivi des assurés n'est pas comparable.

En revanche, les initiants ont raison sur un point : la compensation des risques entre les caisses doit être affinée afin que la gestion des cas devienne plus attrayante pour les caisses. Cela donnerait de nouvelles impulsions à la concurrence axée sur les prestations. Les assureurs maladie sont prêts à tendre la main. L'initiative pour une caisse maladie publique vise au contraire à jeter par-dessus bord le système de la santé dans sa totalité alors qu'il fonctionne très bien dans l'ensemble. Cela afin de le remplacer par un monopole, qui – comme le montre les expériences faites dans d'autres pays – accumulera rapidement des déficits élevés.